

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

2	0	2	4	-	P	C	O	0	0	5	-								
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES et TECHNIQUES PARTICULIERES (DATP)

Objet du marché
<p>Projet de marché : 24-PCO005-009</p> <p>Marché d'étude structure</p> <p>se rapportant à</p> <p>452614- AUXONNE (21) - BONAPARTE- 511RT- Réhabilitation des bâtiments 0016, 0017 et 0018</p>

<p>MARCHE PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE (M.P.P.A)</p> <p>(en application des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique)</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

REMISE DES OFFRES
<p>Date limite de réception : lundi 13 mai 2024 avant 12h00</p>

<b>ARTICLE 1. OBJET – INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES DU MAPA.....</b>	<b>5</b>
1.1. CADRE DE L'OPERATION.....	5
1.2. OBJET DU MARCHE .....	5
1.3. DECOMPOSITION DE LA MISSION EN PARTIES TECHNIQUES.....	5
1.4. INTERVENANTS .....	5
1.4.1. Titulaire.....	5
1.4.2. Maîtrise d'ouvrage .....	5
1.4.3. Délégation des attributions du représentant du pouvoir adjudicateur .....	5
1.4.4. Conduite d'opération.....	5
1.4.5. Maitrise d'œuvre .....	5
1.4.6. Etablissement utilisateur .....	6
1.4.7. Sous-traitance.....	6
1.4.8. Autres intervenants.....	6
1.5. MODE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS .....	6
1.6. PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES .....	6
1.6.1. Obligations de confidentialité.....	6
1.6.2. Mesures de sécurité propre à la défense - Protection du secret .....	6
1.7. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....	6
1.8. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	7
1.9. INSPECTION DU TRAVAIL COMPETENTE.....	7
1.10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE (MARCHE SUPERIEUR A 5 000 € HT).....	7
<b>ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DU MPPA .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS – REGLEMENT DES COMPTES – VARIATIONS DANS LES PRIX .....</b>	<b>8</b>
3.1. CONTENU DU PRIX .....	8
3.2. MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX .....	8
3.3. REGLEMENT DES COMPTES .....	8
3.3.1. Paiement unique (délai d'exécution inférieur ou égal à trois mois).....	8
3.3.2. Modalités d'envoi des demandes de paiement .....	8
3.4. DELAI DE PAIEMENT .....	9
3.5. INTERETS MORATOIRES .....	9
3.6. VARIATION DES PRIX .....	9
3.7. CHOIX INDEX DE REFERENCE.....	10

3.8.	MODALITE D'ACTUALISATION DES PRIX FERMES ACTUALISABLES.....	10
3.9.	ACTUALISATION OU REVISION PROVISOIRE.....	10
3.10.	APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE .....	10
<b>ARTICLE 4.</b>	<b>PENALITES.....</b>	<b>10</b>
4.1.	PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS .....	10
4.2.	PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS .....	10
<b>ARTICLE 5.</b>	<b>DELAI D'EXECUTION ET RECEPTION.....</b>	<b>10</b>
5.1.	DELAI D'EXECUTION.....	10
5.2.	RECEPTION.....	11
5.3.	TRANSFERT DE PROPRIETE.....	11
5.4.	RECEPTION DES DOCUMENTS.....	11
<b>ARTICLE 6.</b>	<b>ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS ET RESILIATION DU CONTRAT</b>	<b>11</b>
6.1.	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET RESILIATION DU CONTRAT DU FAIT DE LA PERSONNE PUBLIQUE.....	11
6.2.	RESILIATION AUX FRAIS ET RISQUES .....	11
6.3.	RESILIATION POUR SITUATION IRRÉGULIERE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE .....	11
<b>ARTICLE 7.</b>	<b>PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8.</b>	<b>ASSURANCES .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 9.</b>	<b>DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 10.</b>	<b>RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION.....</b>	<b>13</b>
10.1.	DESIGNATION, LIEU DES TRAVAUX.....	13
10.2.	DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPERATION .....	13
10.3.	PIECES JOINTES .....	13
<b>ARTICLE 11.</b>	<b>NATURE DE LA MISSION .....</b>	<b>13</b>
11.1.	PRESTATIONS A REALISER.....	13
11.1.1.	<i>Description sommaire du marché.....</i>	<i>13</i>
11.1.2.	<i>Prestations à réaliser pour le premier rapport .....</i>	<i>14</i>
11.1.3.	<i>Prestations à réaliser pour le deuxième rapport.....</i>	<i>15</i>
11.2.	PARTICIPATIONS AUX REUNIONS .....	15
11.3.	DOCUMENTS A REMETTRE .....	15
11.4.	PROTECTION DES OUVRAGES .....	15

ANNEXES :

- Annexe 1 : Plan de masse ;
- Annexe 2 : RDC bâtiment 0016 ;
- Annexe 3 : 1er niveau bâtiment 0016 ;
- Annexe 4 : 2e niveau bâtiment 0016 ;
- Annexe 5 : 3e niveau bâtiment 0016 ;
- Annexe 6 : Ensemble des niveaux bâtiment 0016 ;
- Annexe 7 : RDC bâtiment 0017 ;
- Annexe 8 : RDC bâtiment 0018 ;
- Annexe 9 : Fiche SOFIA.

## CHAPITRE I – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

<b>ARTICLE 1.</b>	<b>OBJET – INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES DU MAPA</b>
-------------------	--------------------------------------------------------------

### 1.1. CADRE DE L'OPERATION

Le présent marché s'inscrit dans une opération de réhabilitation de bâtiments militaires existants situés au quartier BONAPARTE à AUXONNE (21).

### 1.2. OBJET DU MARCHE

Le marché, régi par les présentes dispositions administratives et techniques particulières (D.A.T.P.), est un marché de prestations intellectuelles ayant pour objet la réalisation d'un diagnostic et d'une étude de structure pour la réhabilitation des bâtiments 0016, 0017 et 0018 du quartier BONAPARTE à AUXONNE (21).

A ce jour, le bâtiment n°0016 est partiellement occupé (Armurerie au RdC). Les bâtiments n°0017 et 0018 ne sont plus en activités.

### 1.3. DECOMPOSITION DE LA MISSION EN PARTIES TECHNIQUES

Sans objet.

### 1.4. INTERVENANTS

#### *1.4.1.Titulaire*

Il est désigné sous le nom de « titulaire » ou « opérateur de repérage » dans les pièces du présent marché.

La(les) personne(s) qualifiée(s) intervenantes dans le cadre des missions.

Lorsque des attestations ou qualifications sont requises pour l'exercice d'une mission, elles sont précisées dans le présent document. A cet effet, elles pourront être vérifiées à tout moment par le donneur d'ordres ou toute personne ayant le besoin et le droit d'en connaître (CSPS, inspection du travail,..)

#### *1.4.2.Maîtrise d'ouvrage*

La maîtrise d'ouvrage de l'opération sera assurée par l'Etat – Ministère des armées – Etablissement du service d'infrastructure de la Défense de Metz.

#### *1.4.3.Délégation des attributions du représentant du pouvoir adjudicateur*

Pour l'exécution du présent marché, les attributions du représentant du pouvoir adjudicateur sont dévolues au chef du pôle de conduite d'opérations de Besançon excepté les actes se rapportant à la résiliation du marché, et des décisions portant sur les litiges et contentieux liés à l'exécution du marché.

#### *1.4.4.Conduite d'opération*

Au sein de la maîtrise d'ouvrage et sous réserve de changement ultérieur du représentant du pouvoir adjudicateur, la fonction de conducteur d'opération est assurée par le chef du Pôle Conduite des Opérations (PCO) de Besançon.

#### *1.4.5.Maitrise d'œuvre*

La maîtrise d'œuvre est assurée par le Pôle de maîtrise d'œuvre (PMO) de Besançon représentée par le Chef du PMO de Besançon.

#### ***1.4.6.Etablissement utilisateur***

L'établissement utilisateur est l'Etat – Ministère des armées – 511<sup>ème</sup> Régiment du train d'Auxonne

#### ***1.4.7.Sous-traitance***

La sous-traitance d'une ou plusieurs parties est autorisée dans les conditions de l'article 3.6 du CCAG/PI.

#### ***1.4.8.Autres intervenants***

Sans objet.

### **1.5. MODE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS**

La dévolution des prestations est prévue avec un opérateur économique unique ou groupement solidaires d'opérateurs économiques.

### **1.6. PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES**

#### ***1.6.1.Obligations de confidentialité***

Toute personne ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient des informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'information portant sur les études.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion du titulaire, la mission peut être résiliée aux frais et torts du contractant dans les conditions fixées à l'article 39 du CCAG/PI, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article 5 du CCAG/PI.

#### ***1.6.2.Mesures de sécurité propre à la défense - Protection du secret***

Les prescriptions faisant l'objet du présent marché intéressent les Armées, mais ne comportent pas de mesures de sécurité particulières, ni ne présentent de caractère secret, soit dans son objet, soit dans ses conditions d'exécution. Cependant, il est rappelé au présent titulaire :

- qu'il ne doit pas diffuser tous documents relatifs au présent marché ;
- que tout personnel fera l'objet d'un contrôle individuel ;
- que le titulaire devra remettre au représentant du maître d'ouvrage avant la période de préparation du marché, une fiche de renseignement ainsi qu'une photocopie lisible recto verso de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers pour chaque membre du personnel amené à suivre le chantier.

Pour ceux-ci, le donneur d'ordres exigera la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, ne pourra pas intervenir au titre de ce marché. Toute personne ayant à intervenir devra se conformer aux prescriptions particulières d'accès au site où se déroule les travaux.

### **1.7. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de respecter les dispositions prévues par les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée et en particulier les conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail (OIT)

(se reporter à l'article 6.1 du CCAG/PI).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

### **1.8. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage (se reporter à l'article 7 du CCAG/PI).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

### **1.9. INSPECTION DU TRAVAIL COMPETENTE**

Il est précisé que l'inspection du travail dans les armées (I.T.A.) est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises exerçant à l'intérieur des enceintes militaires :

#### **Inspection du travail dans les armées**

##### **Contrôle général des armées**

60 Boulevard du Général Martial Valin

CS21623 – PC066

75509 Paris Cedex 15

### **1.10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE (MARCHE SUPERIEUR A 5 000 € HT)**

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, **tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants afférents aux articles L 8222-1 et D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 à 5 du code du travail :

- une attestation de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociales prévue à l'article L 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant, datant de moins de 6 mois ;
- la liste nominative des salariés étrangers, soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L5221-2, 3 et 11 du code du travail, précisant pour chacun, sa date d'embauche, sa nationalité, ainsi que le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- un justificatif d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

<b>ARTICLE 2.                   PIECES CONTRACTUELLES DU MPPA</b>
-------------------------------------------------------------------

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI**, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix définis ci-après :

- l'Acte d'Engagement (AE) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- les présentes Dispositions Administratives et Techniques Particulières (DATP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi, et ses annexes :
  - Annexe 1 : Plan de masse ;
  - Annexe 2 : RDC bâtiment 0016 ;
  - Annexe 3 : 1er niveau bâtiment 0016 ;
  - Annexe 4 : 2e niveau bâtiment 0016 ;
  - Annexe 5 : 3e niveau bâtiment 0016 ;
  - Annexe 6 : Ensemble des niveaux bâtiment 0016 ;
  - Annexe 7 : RDC bâtiment 0017 ;

- Annexe 8 : RDC bâtiment 0018 ;
- Annexe 9 : Fiche SOPHIA-CPR.
- le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- le Cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales ;
- les Eurocode ;
- le mémoire technique des moyens mis en œuvre par le candidat pour l'accomplissement de sa mission ;
- les différentes normes et documents en vigueur.
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

### **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS – REGLEMENT DES COMPTES – VARIATIONS DANS LES PRIX**

#### **3.1. CONTENU DU PRIX**

Les prix du marché sont hors TVA et réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché y compris les déplacements, frais généraux, impôts et taxes et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

#### **3.2. MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire.

#### **3.3. REGLEMENT DES COMPTES**

##### ***3.3.1. Paiement unique (délai d'exécution inférieur ou égal à trois mois)***

Les prestations, objet du présent marché, feront l'objet d'un seul paiement, après achèvement et réception des prestations.

Le titulaire adresse dans les conditions fixées ci-après, la facture détaillée établie en quatre (4) exemplaires sur la base du prix initialement souscrit et accompagnée des documents renseignés à fournir par le titulaire après achèvement et réception des prestations.

##### ***3.3.2. Modalités d'envoi des demandes de paiement***

Dans le cadre de la modernisation de l'Etat et dans un souci d'améliorer le délai de traitement des factures, l'ESID de METZ a décidé de s'engager dans la **dématérialisation du traitement de ses factures ou acomptes**.

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus factures** à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des factures et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Les factures ainsi transmises devront porter obligatoirement les mentions suivantes :

Pour déposer une facture sur le portail, la facture devra porter :



Toutes les mentions légales (cf. art. 242 nonies A de l'annexe II au CGI) :

- la date de facture ;
- le numéro d'identification unique de la facture ;
- la raison sociale et adresse ;
- le SIRET ou à défaut SIREN ;
- les montants HT et TTC ;
  - le taux de TVA appliqué et son montant ;
  - mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir ;
  - coordonnées bancaires.

Toutes les mentions nécessaires au traitement de la facture dont impérativement :

- la référence de l'engagement juridique (n° d'EJ) de la commande ;
- le code du Service Exécutant (code SE ESID METZ) : D10711I057\_15 ;
- le SIRET de l'ESID de Metz : 13000190200373.

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site dans la rubrique « *première visite* ». Pour davantage d'information concernant l'utilisation du portail, le support technique Chorus factures est disponible de 9h à 12h et de 14h à 18h :

- par téléphone au 04 93 61 75 75 ou par courriel [support.technique@chorus-pro.gouv.fr](mailto:support.technique@chorus-pro.gouv.fr) ;
- documentation utilisateur : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

### **3.4. DELAI DE PAIEMENT**

Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours.

En cas de suspension du délai global de paiement, si le délai de paiement restant à courir à compter de la fin de la suspension est inférieur à 30 jours, un nouveau délai global de paiement de 30 jours est ouvert.

### **3.5. INTERETS MORATOIRES**

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur en premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit point de pourcentage.

Il sera fait application des articles L2192-12 à L2192-14 du code de la commande publique, relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

### **3.6. VARIATION DES PRIX**

Les prix sont fermes actualisables.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de l'établissement de l'offre par le titulaire et figurant sur l'acte d'engagement (ce mois est appelé « mois zéro »).

### **3.7. CHOIX INDEX DE REFERENCE**

L'index de référence est l'index INGENIERIE (ING) publié aux Moniteur des Travaux Publics. Les primes, pénalités et indemnités sont révisées avec cet index.

### **3.8. MODALITE D'ACTUALISATION DES PRIX FERMES ACTUALISABLES**

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I(d-3)}{I_0}$$

$I_0$

dans laquelle  $I_0$  et  $I(d-3)$  sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'index ingénierie sous réserve que le mois du début du délai contractuel d'exécution des prestations soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

### **3.9. ACTUALISATION OU REVISION PROVISOIRE**

Lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation ou révision avant l'actualisation ou révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

### **3.10. APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE**

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces mandatements sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux TVA en vigueur lors des encaissements.

**Les prix du marché sont établis en supposant que la totalité des prestations sera exécutée.**

## **ARTICLE 4. PENALITES**

Les pénalités suivantes seront appliquées sans mise en demeure préalable. Les pénalités seront appliquées sur simple constat. Les pénalités peuvent se cumuler.

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI** le titulaire ne sera pas exonéré d'office des pénalités quel qu'en soit le montant.

### **4.1. PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS**

Pour toute absence à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, une pénalité forfaitaire hors taxes fixée à cent cinquante euros (150 € HT) sera appliquée, **par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI**.

### **4.2. PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS**

En cas de retard dans la remise des documents demandés à l'article 6.4 par le maître d'ouvrage, il sera appliqué une pénalité hors taxes par jour calendaire de retard fixée à cinq cent euros (500 € HT), **par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI**.

## **ARTICLE 5. DELAI D'EXECUTION ET RECEPTION**

### **5.1. DELAI D'EXECUTION**

Les dates exactes de début et de fin de la mission seront fixées par ordre de service, par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/PI. Le délai d'exécution des prestations est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le démarrage prévisionnel des prestations est prévu en avril/mai 2024 (premier semestre 2024).

## **5.2. RECEPTION**

La réception interviendra sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire par ordre de service, à l'issue du délai défini à l'article 3 de l'acte d'engagement et dans les conditions de l'article 28 du CCAG/PI.

Le représentant du maître d'ouvrage notifiera sa décision de réception des prestations exécutées au titre de ce marché.

Conformément à l'article 29.4 du C.C.A.G./PI, en cas de rejet des prestations par le RPA, le titulaire est tenu de reprendre à nouveau ses prestations à ses frais.

## **5.3. TRANSFERT DE PROPRIETE**

La réception entérine de droit le transfert de propriété des résultats des prestations.

## **5.4. RECEPTION DES DOCUMENTS**

Les différents rapports de synthèse de chacune des phases définies à l'article 11.1 du présent document, sont à remettre par le titulaire en trois exemplaires au format papier couleur relié, plus un exemplaire au numérisé sur clé USB.

# **ARTICLE 6. ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS ET RESILIATION DU CONTRAT**

## **6.1. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET RESILIATION DU CONTRAT DU FAIT DE LA PERSONNE PUBLIQUE**

La décision de la personne publique d'arrêter l'exécution emporte résiliation du marché sans indemnité au titulaire, conformément à l'article 22 du CCAG/PI.

En cas de résiliation du marché de travaux, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché sans indemnité au titulaire **par dérogation à l'article 22 du CCAG/PI.**

## **6.2. RESILIATION AUX FRAIS ET RISQUES**

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation d'un marché prononcée pour faute du titulaire, conformément à l'article 39 du CCAG/PI.

## **6.3. RESILIATION POUR SITUATION IRRÉGULIERE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE**

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R 8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire (conformément à l'article 32 du CCAG/PI).

# **ARTICLE 7. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Il est fait application des dispositions définies à l'article 34.1 et 35.1 du CCAG/PI.

**ARTICLE 8. ASSURANCES**

Conformément à l'article 9 du CCAG/PI, dans un délai de cinq jours suivant la date de notification du marché, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

**ARTICLE 9. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

ARTICLES DU CCAG/PI AUXQUELS IL EST DEROGE	ARTICLES DU MARCHE PAR LESQUELS EST INTRODUITE LA DEROGATION
4.1	2
14.1.3	5
14.1.1	5.1 – 5.2
13.1.1	6.1

## CHAPITRE II – DISPOSITIONS TECHNIQUES

### ARTICLE 10. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

#### 10.1. DESIGNATION, LIEU DES TRAVAUX

Marché d'étude de structure se rapportant à :

AUXONNE (21) – QUARTIER BONAPARTE 511RT - Réhabilitation Bâts 0016, 0017 et 0018.

#### 10.2. DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPERATION

L'opération a pour but de réhabiliter les bâtiments 0016, 0017 et 0018 du quartier BONAPARTE d'AUXONNE (21).

Le bâtiment 0016, construit en 1763, est actuellement occupé par les unités élémentaires (tertiaire) et une armurerie. Sa surface utile de 5444 m<sup>2</sup> sur 4 niveaux (R+2 avec comble).

Le bâtiment 0017, construit en 1960, a vocation de salle à manger de l'ancien MESS. Sa surface utile est de 1020 m<sup>2</sup> sur un niveau.

Le bâtiment 0018, construit en 1948, comprend les cuisines de l'ancien MESS. Sa surface utile de 453 m<sup>2</sup> sur un niveau.

La mission portera sur l'ensemble des trois bâtiments.

Ce marché intervient dans le cadre de l'élaboration de l'avant-projet.

#### 10.3. PIECES JOINTES

- Annexe 1 : Plan de masse ;
- Annexe 2 : RDC bâtiment 0016 ;
- Annexe 3 : 1er niveau bâtiment 0016 ;
- Annexe 4 : 2e niveau bâtiment 0016 ;
- Annexe 5 : 3e niveau bâtiment 0016 ;
- Annexe 6 : Ensemble des niveaux bâtiment 0016 ;
- Annexe 7 : RDC bâtiment 0017 ;
- Annexe 8 : RDC bâtiment 0018 ;
- Annexe 9 : Fiche SOPHIA - CPR.

### ARTICLE 11. NATURE DE LA MISSION

#### 11.1. PRESTATIONS A REALISER

##### *11.1.1. Description sommaire du marché*

La mission concerne le diagnostic et l'étude de structure des bâtiments 0016, 0017 et 0018 au quartier BONAPARTE situé à Auxonne (21). Le projet porte sur une réhabilitation des trois bâtiments.

Les travaux dans le bâtiment 0016 doivent aboutir à un bâtiment tertiaire. Sa structure fait apparaître des désordres importants ne permettant plus son exploitation dans sa configuration actuelle.

Les travaux dans les bâtiments 0017 et 0018 doivent permettre la réalisation d'une armurerie centralisée indépendante.

Par ailleurs, la réhabilitation totale impose l'application des normes (absence d'antériorité). Une attention particulière sera portée à la réglementation incendie et sismique.

Le but de cette mission est de réaliser un diagnostic et une étude de structure des trois bâtiments. Cela comprend, sans être exhaustif, les diagnostics structurels des fondations, des parois verticales et horizontales ainsi que de la charpente.

### *11.1.2. Prestations à réaliser pour le premier rapport*

Le titulaire devra les prestations suivantes :

- Réaliser une campagne de reconnaissance comprenant des visites de site ;
- Déterminer les principes constructifs pour chaque bâtiment, les matériaux utilisés, l'état apparent des matériaux ;
- Réaliser une campagne d'investigations sur site comprenant un relevé visuel et des sondages destructifs le cas échéant ; NB : le candidat devra indiquer dans son offre les zones nécessitant des sondages destructifs ;
- Déterminer l'état sanitaire des structures (présences d'humidité, xylophages pour les bois et autres..), les avaries structurelles et autres ;
- Réaliser un repérage des fissures ou déformation structurelles, leur nature et classification par rapport à la solidité des ouvrages et leurs conséquences structurelles ;
- Déterminer la structure du génie civil, les épaisseurs, les éventuelles enrobages et les tailles des ferraillements pour les ouvrages en béton ;
- Déterminer la résistance mécanique des éléments de structure (murs, planchers, couverture) et la charge maximale admissible des ouvrages ;
- Déterminer la résistance mécanique des ouvrages en bois (charpente, planchers bois) et leur charge maximale admissible ;
- Déterminer le classement au feu de l'ensemble des structures étudiées ;
- Réaliser toute investigation que le titulaire jugera nécessaire et essentielle à la bonne réalisation de la présente mission ;
- Réaliser un rapport (avec photographies) de diagnostic de la structure comprenant :
  - Une analyse et interprétation des résultats obtenus suite aux investigations, sondages, tests et essais accompagnée des plans indiquant leur positionnement ;
  - Les caractéristiques structurelles des constructions,
  - La description détaillée de la structure porteuse de chaque bâtiment et leurs degrés de stabilité ;
  - Le diagnostiqueur fournira des avis argumentés, fondés sur ses constats et ses analyses effectuées, en faisant référence aux cadres réglementaires ;
- Calculs et mise en œuvre des solutions au regard du futur projet :
  - Dimensionnement des ouvrages à créer le cas échéant pour renforcer la structure des bâtiments 0016, 0017 et 0018 ainsi que la méthodologie et moyens dans l'exécution de chaque ouvrage ;

- Prédimensionnement des futurs ouvrages (en particulier des planchers béton) dans les bâtiments 0016 et 0018 ;
- Le chiffrage des diverses solutions ;
- Participation aux réunions (synthèse du rapport) décidées par le maître d'ouvrage (environ 2 heures par réunion).

NB : L'attention du titulaire est attirée sur l'application des réglementations au futur projet, en particulier la réglementation incendie.

#### ***11.1.3. Prestations à réaliser pour le deuxième rapport***

- Analyse du rapport G5. Les prestations de diagnostic G5 seront réaliser au titre d'un autre marché ;
- Prédimensionnement des reprises éventuelles en sous-œuvre selon le rapport de la G5 pour le bâtiment 0016. Le titulaire devra également le chiffrage de la solution de reprise retenue.

#### **11.2. PARTICIPATIONS AUX REUNIONS**

Le titulaire du présent marché prévoit les réunions de travail et présentations, ainsi que les corrections des documents afférant à sa mission.

Il prévoit notamment une réunion initiale sur site au Quartier BONAPARTE à AUXONNE (21).

#### **11.3. DOCUMENTS A REMETTRE**

Le titulaire doit la fourniture deux rapports.

Un premier à la fin des cinq semaines d'étude comprenant les prestations au paragraphe 12.1.2:

Un second rapport selon le retour de la G5 qui lui sera fourni mis juillet 2024 pour les prestations au paragraphe 12.2.2.

Les différents documents sont remis en trois (3) exemplaires en version papier et un (1) exemplaire version numérisée (PDF) sur clé USB.

#### **11.4. PROTECTION DES OUVRAGES**

Le titulaire de la commande a la responsabilité de la protection des ouvrages existants et des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception définitive des prestations.

A BESANÇON

Pour le directeur de l'établissement du service d'infrastructure  
de la défense de Metz  
et par délégation  
L'ICDD Stéphane MARICAU  
Chef du Pôle Conduite d'Opérations de Besançon